



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 22 Février 2018

Intervention de Jean-René COUEILLE

Rapport N° 18.01.02 – Fonds Structurels Européens Post 2020

Monsieur le Président, chers Collègues,

Le rapport sur les orientations de la Région en matière de financement de la Politique Agricole Commune s'il relève les insuffisances et les manques du 1^{er} pilier est surtout un exercice idéologique pro-européen.

Pourtant, si l'on doit juger l'arbre à ses fruits, ceux de la PAC sont de plus en plus amers pour nos agriculteurs et pour l'économie française.

Entre 1988 et 2013, soit 25 ans, le nombre d'exploitations a diminué de 56% au niveau national, sur la même période, le nombre d'exploitations laitières a diminué de 74%.

Dans notre région le nombre d'exploitations est passé de 85 000 en 1970 à 25 000 en 2010.

Entre 1980 et 2014, la part de l'agriculture dans le PIB national est passée de 3,6% à 1,5% et au final, entre 2000 et 2013, la France est passée de second exportateur mondial en valeur à 5^{ème} derrière les Etats-Unis, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Brésil.

Parallèlement, le revenu des exploitants s'est effondré dans pratiquement toutes les filières.

Tout, dans ces résultats accablants démontre la nocivité de l'évolution de la Politique Agricole Commune dont les objectifs, fixés par le traité de Rome étaient :

- D'accroître la productivité de l'agriculture ;
- D'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole ;
- De stabiliser les marchés ;
- De garantir la sécurité des approvisionnements ;
- D'assurer des prix raisonnables aux consommateurs.

Le Marché Commun ouvert à l'intérieur mais défendu par des barrières douanières à l'extérieur a permis d'atteindre les objectifs fixés.

Mais d'ouverture en dérégulation, de découplage des aides et de la production, d'abandon des quotas en accords de libre-échange, les dépenses pour la régulation des marchés sont passées de 71% du budget agricole commun en 2000 à 3% en 2014. Désormais, ce sont les paiements uniques en diminution constante qui constituent 71% des interventions directes.



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire
2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS
grpfn@grp.regioncentre.fr - fn-regioncentre.fr



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Dernier avatar, avant que le projet PAC 2020 ne vienne aggraver encore la situation de l'agriculture française, la modification de la carte des zones agricoles défavorisées simples à la demande de l'UE afin qu'elles ne représentent pas plus que 10% du territoire.

L'élevage de notre région, déjà en crise chronique, risque, vous le savez tous, risque d'être très gravement impacté par la diminution ou la suppression de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel. Le projet du ministère de l'agriculture qui va être soumis à la Commission européenne est proprement kafkaïen, en effet comment expliquer :

- Que la Sologne côté Loir-et-Cher soit classée et pas côté Loiret ?
- Que le Pays Fort côté Loiret soit classé et pas côté Cher ?
- Que le Perche côté Eure-et-Loir soit classé et pas côté Loir-et-Cher ?
- Que la Puisaye côté Yonne soit classée et pas côté Loiret ?
- Que les 2/3 de l'Indre-et-Loire soient déclassés ?

A la place du surprenant postulat de ce rapport que l'on peut résumer par : « l'Europe fonctionne mal donc il faut encore plus d'Europe », nous pensons que le gouvernement français devrait d'abord définir, en relation avec la profession, les objectifs qu'il fixe à l'agriculture française et à partir de là, avec d'autres états membres, s'opposer aux accords déséquilibrés de libre échange type CETA et MERCOSUR et enfin exiger un juste retour vers nos agriculteurs de la contribution française à l'UE.

En 2016, pour 19,41 Md € versés nous n'avons reçu en retour, toutes politiques confondues que 11,27 Md soit un solde négatif de 8,17 Md, à titre de comparaison, le budget de l'agriculture cette année-là était de 4,5 Md auxquels s'ajoutaient 9 Mds de fonds européens.

A titre d'exemple au niveau régional, si la France ne reversait rien à l'UE, l'Etat serait proportionnellement en mesure de contribuer à hauteur de +72,5% de ce que l'UE reverse au titre des « fonds européens » à la Région Centre-Val de Loire (FEDER, FEADER, IEJ, FSE et Bassin de Loire) soit environ 462 M€ de plus que ce qu'elle aura reçu en retour entre 2014 et 2020 (638M€).

Finalement, ce que souhaitent, bien logiquement, nos agriculteurs c'est de pouvoir vivre en vendant leurs productions à des prix suffisants et non plus dépendre de primes et d'aides de plus en plus chichement accordées par Bruxelles alors que la contribution française à l'UE va encore croître de 2,3Md en 2018.

La survie de notre agriculture ne passe certainement pas par plus de dépendance à une Europe ultra-libérale qui la détruit petit à petit mais par une renationalisation de la politique agricole.

Je vous remercie.

